



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE - DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE**  
**Communauté de communes Les Vals du Dauphiné**

**DÉCISION DU PRÉSIDENT N°2025-96**

**OBJET : Développement territorial - Développement économique -** Autorisation de signature de documents liés à la location d'un bien immobilier appartenant à la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné - ENTREPRENDRE 2 à Rochetoirin - BLANCHISSERIE RHONE ISERE

Monsieur le Président de la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné

Vu l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités territoriales,  
Vu la délibération n°2023-129 en date du 06 juillet 2023, par laquelle le Conseil communautaire l'a chargé, par délégation, de décider de la conclusion et de la révision du louage ou du prêt de choses pur une durée n'excédant pas douze ans,

**DÉCIDE**

**Article 1 :** La conclusion avec M. BARRY Ludovic de la BLANCHISSERIE RHONE ISERE, d'un bail commercial, d'un ATELIER situé 3, impasse Gutenberg - 38110 ROCHETOIRIN correspondant à une surface de 181 m². La redevance mensuelle fixée est de 905€ Hors Taxes Hors Charges, payable mensuellement.

**Article 2 :** Cet avenant au bail est conclu à la suite du changement de propriétaire du fonds de commerce de l'entreprise « BLANCHISSERIE NORD ISERE » à la « BLANCHISSERIE RHONE ISERE ». Les termes du bail restent inchangés.

**Article 3 :** Le Président, ou un Vice-Président en cas d'empêchement, est autorisé à signer, au nom et pour le compte de la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné, ledit contrat, ainsi que toutes pièces administratives techniques ou financières, nécessaire à l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** La Directrice Générale des Services de la Communauté de communes Les Vals du Dauphiné est chargée de l'exécution de la présente décision dont un exemplaire sera transmis en Sous-préfecture de La Tour du Pin.

**Article 5 :** Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Grenoble, ou via l'application « Télérecours Citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de 2 mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa publication, ou le cas échéant, de sa notification.  
Dans ce même délai, il peut être déposé un recours gracieux auprès du Président, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux. Ce recours n'est pas suspensif à l'exécution du présent acte.

Acte rendu exécutoire par :

- dépôt en Sous-Préfecture/télétransmission

le 24/04/2025

- publication et/ou notification

le 24/04/2025

Fait à La Tour du Pin

Le 24 avril 2025

Par délégation du Président



Le 1<sup>er</sup> Vice-Président

Jean-Paul BONNETAIN